



ERRATUM

Commission paritaire du spectacle

**CCT n° 91807/CO/304
du 29/01/2009**

Correction du texte néerlandais :

- L'article 6 doit être corrigé comme suit : « De geldmiddelen van het fonds bestaan uit bijdragen gestort door de werkgevers die onder de bevoegdheid van hoger genoemd paritair comité ressorteren **zoals bepaald in artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst** en uit alle middelen... ».
- L'article 17, premier alinéa doit être corrigé comme suit : « Het beheerscomité kan slecht geldig vergaderen en beslissen indien minstens de helft van zowel **de leden die de werkgevers vertegenwoordigen als de helft van deze die de werknemers verte genwoordigen aanwezig of per mandaat vertegenwoordigd wordt.** ».
- A l'article 17, la phrase suivante doit être ajoutée à la fin du second alinéa : « **Bij onstentenis kunnen de beslissingen getroffen worden bij meerdeheid van de aanwezige of gemandateerde vertegenwoordigers.** ».

Décision du

ERRATUM

**Paritair Comité voor het
vermakelijkheidsbedrijf**

**CAO nr. 91807/CO/304
van 29/01/2009**

Verbetering van de Nederlanstalige tekst :

- Artikel 6 moet als volgt verbeterd worden :
« De geldmiddelen van het fonds bestaan uit bijdragen gestort door de werkgevers die onder de bevoegdheid van hoger genoemd paritair comité ressorteren **zoals bepaald in artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst** en uit alle middelen... ».
- Artikel 17, eerste lid moet als volgt verbeterd worden : « Het beheerscomité kan slecht geldig vergaderen en beslissen indien minstens de helft van zowel **de leden die de werkgevers vertegenwoordigen als de helft van deze die de werknemers verte genwoordigen aanwezig of per mandaat vertegenwoordigd wordt.** ».
- In artikel 17, moet de volgende zin op het einde van de tweede lid bijgevoegd worden :
« **Bij onstentenis kunnen de beslissingen getroffen worden bij meerdeheid van de aanwezige of gemandateerde vertegenwoordigers.** ».

Beslissing van

23-07-2015

e

**Convention collective de travail instituant un fonds de sécurité d'existence
pour le secteur des arts scéniques de la Communauté française
Wallonie – Bruxelles**

Neerlegging-Dépôt: 06/04/2009
Regist.-Enregistr.: 14/04/2009
N°: 91807/CO/304

A. INSTITUTION 2

- ARTICLE 1. - INSTITUTION 2
- ARTICLE 2. - CHAMP D'APPLICATION 2
- ARTICLE 3. - DUREE DE LA CONVENTION ET MODALITES DE DENONCIATION 2

B. STATUTS 2

CHAPITRE I. DENOMINATION ET SIEGE SOCIAL 3

- ARTICLE 4. - DENOMINATION ET SIEGE SOCIAL 3

CHAPITRE II. OBJET ET MISSIONS DU FONDS 3

- ARTICLE 5. - OBJET ET MISSION DU FONDS 3

CHAPITRE III. FINANCEMENT 3

- ARTICLE 6. - REVENUS DU FONDS 3
- ARTICLE 7. - MONTANT DES COTISATIONS 3
- ARTICLE 8. - PERCEPTION DES COTISATIONS 4
- ARTICLE 9. - FRAIS ADMINISTRATIFS 4

CHAPITRE IV. AYANTS DROIT 4

- ARTICLE 10. - ATTRIBUTION ET LIQUIDATION DES AVANTAGES 4

CHAPITRE V. GESTION 4

- ARTICLE 11. - COMPOSITION DU COMITÉ DE GESTION 4
- ARTICLE 12. - RESPONSABILITES DES GESTIONNAIRES 5
- ARTICLE 13. - FONCTIONS DU COMITÉ DE GESTION 5
- ARTICLE 14. - COMPETENCES DU COMITE DE GESTION 5
- ARTICLE 15. - POUVOIR DE REPRESENTATION EXTERIEURE 5
- ARTICLE 16. - FONCTIONNEMENT DU COMITÉ DE GESTION 5
- ARTICLE 17. - VALIDITE DES DECISIONS ET MODE DE DELIBERATION 6
- ARTICLE 18. - EXCLUSION DU COMITE DE GESTION
- ARTICLE 19. - COMMISSION DE CONTESTATIONS

CHAPITRE VI. CONTROLE 6

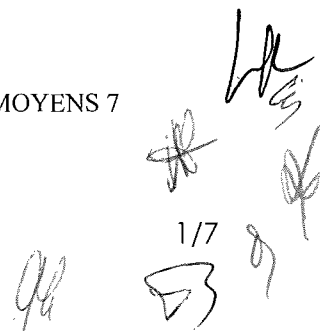
- ARTICLE 20. - EXPERT-COMPTABLE 6

CHAPITRE VII. BILAN ET COMPTES 7

- ARTICLE 21. - EXERCICE 7

CHAPITRE VIII. DISSOLUTION ET LIQUIDATION 7

- ARTICLE 22. - DISSOLUTION DU FONDS ET AFFECTATION DES MOYENS 7


1/7

/

**Convention collective de travail 29 janvier 2009
Instituant un fonds de sécurité d'existence pour le secteur des arts scéniques
de la Communauté française Wallonie – Bruxelles
et fixant ses statuts.**

A. INSTITUTION

Article 1er - Institution

Par la présente convention collective de travail et en application de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, notamment l'article 2, la Commission paritaire du spectacle institue un fonds de sécurité d'existence, dont les statuts sont définis ci-après.

Article 2. - Champ d'application

La présente convention collective de travail est d'application aux employeurs et aux travailleurs des organisations ou des institutions ressortissant de la Commission paritaire du spectacle pour autant qu'ils satisfassent à une des conditions suivantes :

- être un employeur dont le siège social est situé en Région Wallonne ;
- être un employeur dont le siège social est situé dans la région de Bruxelles-capitale et être inscrit auprès de l'Office national de sécurité sociale dans le rôle linguistique francophone.

Les demandes d'inscription à un rôle linguistique sont transmises à l'Office national de sécurité sociale ainsi qu'aux organes de gestion du fonds institué au sein de la Commission paritaire du spectacle.

Au cas où une organisation contesterait son rattachement à ce fonds, en vertu des alinéas précédents du présent article 2, elle soumet sa contestation à une commission de contestations composée paritairement comme décrit à l'article 19 pour que celle-ci remette un avis à ce sujet.

Cette commission est également chargée d'examiner le cas des associations fédérales ou bicommunautaires qui souhaitent cotiser aux deux fonds au prorata des travailleurs de chaque rôle linguistique.

On entend par travailleurs : les ouvriers et employés féminins et masculins.

Article 3. - Durée de la convention et modalités de dénonciation

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de 3 mois qui prend cours dès la notification de la dénonciation. La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire du spectacle, ce dernier fait parvenir une copie à chacune des parties signataires.

/

2/7

[Signatures]

B. STATUTS

CHAPITRE 1er ; Dénomination et siège social

Article 4 - Dénomination et siège social

A partir du 1er janvier 2009 un fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds social pour les arts de la scène de la Communauté française Wallonie – Bruxelles » est institué dont le siège est établi Place de l'Yser, 1 à 4020 Liège.

Ce siège peut être déplacé ailleurs par décision du comité de gestion paritaire, prévu à l'article 11.

CHAPITRE II : Objet

Article 5 - Objet et missions du Fonds

Le fonds a pour objet de stimuler toute initiative de formation, d'emploi et d'éducation dans le secteur des arts scéniques; en particulier, il a pour objet le financement des initiatives en matière d'emploi et d'éducation dans le secteur des arts scéniques, entre autres en faveur des groupes à risque tels que définis dans la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales.

Il peut également entreprendre toute activité destinée à promouvoir cet objet.

Le fonds est notamment chargé de régler et d'assurer la perception et la gestion des cotisations perçues par l'Office national de sécurité sociale, et de les allouer aux buts auxquels ils sont destinés.

CHAPITRE III : Financement

Article 6 - Revenus du Fonds

Les moyens financiers du fonds proviennent des cotisations versées par les employeurs en faveur des travailleurs qui ressortissent à la commission paritaire citée ci-avant, tels que définis à l'article 2 de la présente convention collective de travail, de tous les moyens qui sont mis à la disposition du fonds ainsi que des éventuels intérêts financiers de ces cotisations et de ces moyens financiers capitalisés.

Article 7 - Montant des cotisations

Par. 1^{er} :

Le montant des cotisations est fixé par convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire du spectacle en fonction des missions que la commission paritaire décide de confier au fonds social.

Par.2 :

Par décision du comité de gestion paritaire du fonds, prévu à l'article 11, approuvé en commission paritaire, les cotisations peuvent être fixées de manière à constituer une réserve jugée nécessaire.

3/7



Article 8 - Perception des cotisations

Les cotisations sont perçues et recouvrées par l'Office national de sécurité sociale, en application de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence.

Article 9 - Frais administratifs

Les frais administratifs du fonds sont fixés chaque année par le comité de gestion paritaire prévu à l'article 11.

Ces frais sont en premier lieu couverts par les intérêts des capitaux produits par le versement des cotisations, et, éventuellement, complémentirement par une retenue sur les cotisations prévues et dont le montant est fixé par le comité de gestion cité ci-avant.

CHAPITRE IV : Les ayants droit

Article 10 - Attribution et liquidation des avantages

Les travailleurs des organisations actives dans le secteur des arts scéniques, telles que définies à l'article 2 de la présente convention collective de travail, ont droit aux avantages sociaux dont le montant, le caractère et les conditions d'octroi sont définis par convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire du spectacle.

CHAPITRE V : Gestion

Article 11 - Composition du comité de gestion

Le fonds est géré par un comité de gestion paritaire, tel que prévu à l'article 3 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, composé au moins de 6 membres administrateurs effectifs.


Ces membres sont désignés par et parmi les membres de la commission paritaire, pour moitié sur présentation des organisations professionnelles d'employeurs, et pour l'autre moitié sur présentation des organisations représentatives des travailleurs.

Les membres du comité de gestion sont désignés pour une période de quatre ans. En cas d'élections partielles, le mandat du nouvel élu se termine au moment où le mandat des autres gestionnaires expire.

Si le nombre de gestionnaires est réduit à la suite d'une démission volontaire, d'une destitution ou d'un décès, les autres gestionnaires restent en fonction de sorte que leur remplacement soit prévu régulièrement.

Le mandat comme membre du Conseil de gestion expire lors d'une démission, décès ou par démission donnée par l'organisation qui l'a présenté.

Les membres du comité de gestion ne reçoivent pas de jetons de présence.



Article 12 -Responsabilités des gestionnaires

Les administrateurs du fonds n'encourent aucune responsabilité personnelle à l'égard des engagements du fonds.

Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion dont ils ont été chargés.

Article 13 - Fonctions du comité de gestion

Le comité de gestion élit tous les quatre ans un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier parmi ses membres, à condition que le président et le trésorier, d'une part, et le vice-président et le secrétaire, d'autre part, appartiennent toujours à l'autre "banc".

Article 14 - Compétences du comité de gestion

Le comité de gestion dispose des compétences les plus étendues dans la gestion et l'administration du fonds, dans les limites prévues par la loi et par les statuts.

Article 15 -Pouvoir de représentation extérieure

Le Comité de gestion représente le Fonds en tant que collègue dans tous les actes en justice et hors justice.

Il représente l'association par la majorité de ses membres.

Sans préjudice du pouvoir de représentation général du Comité de gestion en tant que collègue, le Fonds est également représenté en justice et hors justice par le président et le secrétaire qui agissent en commun en vue de l'exécution des décisions du Comité de gestion.

Le Comité de gestion peut transférer ses compétences en partie à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers. Ces derniers peuvent recevoir la compétence, moyennant un mandat écrit de celui-ci.

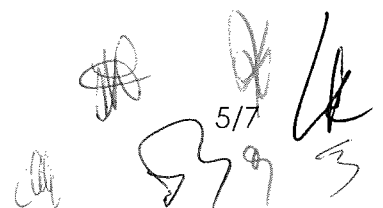
Article 16 - Fonctionnement du comité de gestion

Le comité de gestion se réunit au moins une fois tous les 6 mois au siège du fonds ou à chaque autre endroit en Belgique comme indiqué dans la lettre de convocation, soit à l'invitation du président agissant d'autorité, soit à la demande d'au moins la moitié des membres du comité de gestion, soit à la demande d'une des organisations représentées au sein de la commission paritaire.

Le Comité de gestion est présidé par le président. En cas d'absence du président, la présidence sera assurée par : le vice-président, le secrétaire, le trésorier, le plus âgé.

Les invitations doivent comprendre l'ordre du jour et le P.V. de la réunion précédente. Les convocations doivent être envoyées au moins 15 jours calendrier avant la date de réunion. Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire, désigné par le comité de gestion, et signés par celui qui a présidé la réunion et envoyés au plus tard un mois après la tenue de cette dernière. Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président.

5/7
3



Article 17 - Validité des décisions et mode de délibération

Le comité de gestion ne peut siéger et délibérer valablement que si au moins la moitié tant des membres représentant les employeurs que la moitié de ceux représentant les travailleurs, sont présents ou représentés par mandat.

Les décisions du comité de gestion sont en principe prises à l'unanimité des voix des membres présents et représentés par mandat. A défaut, les décisions peuvent être prises à la majorité des membres présents et représentés par mandat.

Chaque gestionnaire peut se faire représenter par un autre gestionnaire. Chaque gestionnaire peut porter au maximum un mandat. Le mandataire doit être mandaté par écrit.

Le formulaire de procuration est transmis aux gestionnaires avec la convocation.

Article 18 - Exclusion du Comité de gestion

Les gestionnaires peuvent uniquement être renvoyés du Comité de gestion à l'initiative des autres membres du Comité de gestion. Cela est uniquement possible lorsqu'ils ont commis une faute grave. Le cas échéant, les autres gestionnaires peuvent décider unanimement en raison de cette faute de suspendre le gestionnaire en question jusqu'à ce que la Commission paritaire ait pris une décision définitive.

Article 19 - Commission de contestations

La commission dont il est question à l'article 2 est constituée paritairement de deux représentants des délégués des travailleurs et deux des délégués patronaux, siégeant au sein de la Commission paritaire du spectacle.

Les avis sont rendus à l'unanimité par la commission et communiqués à la commission paritaire et à l'Office national de sécurité sociale.

CHAPITRE VI : Contrôle

Article 20 -Expert-comptable

Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958, notifié par l'arrêté royal du 1er mars 1971, la commission paritaire désigne au moins un réviseur ou un expert-comptable pour le contrôle de la gestion du fonds.

Celui-ci doit faire rapport à la commission paritaire au moins une fois par an.

En outre il informe régulièrement le comité de gestion des résultats de ses examens et fait les recommandations qu'il juge utiles.

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page, including a large signature and the number '617'.

CHAPITRE VII : Bilan et comptes

Article 21- Exercice

Chaque année, les bilans et comptes de l'année écoulée sont arrêtés au 31 décembre.

CHAPITRE VIII : Dissolution et liquidation

Article 22 - Dissolution du fonds et affectation des moyens

Le fonds est dissous par la commission paritaire à la suite d'un préavis éventuel, tel que prévu à l'article 3.

La commission paritaire précitée décide de l'affectation des biens et valeurs du fonds par apurement du passif.

Cette affectation doit être conforme à l'objet social que s'était assigné le fonds.

La commission paritaire désigne les liquidateurs parmi les membres du comité de gestion.

**Collectieve arbeidsovereenkomst tot oprichting van een Fonds
voor bestaanszekerheid voor de sector van de podiumkunsten
van de Franse Gemeenschap Wallonië – Brussel**

A. OPRICHTING

ARTIKEL 1 – OPRICHTING

ARTIKEL 2 – TOEPASSINGSVELD

ARTIKEL 3 – DUUR VAN DE OVEREENKOMST EN
VERBREKINGSMODALITEITEN

B. STATUTEN

HOOFDSTUK I. BENAMING EN MAATSCHAPPELIJKE ZETEL

ARTIKEL 4 – BENAMING EN MAATSCHAPPELIJKE ZETEL

HOOFDSTUK II. DOEL EN OPDRACHTEN VAN HET FONDS

ARTIKEL 5 – DOEL EN OPDRACHTEN VAN HET FONDS

HOOFDSTUK III. FINANCIERING

ARTIKEL 6 – INKOMSTEN VAN HET FONDS

ARTIKEL 7 – BEDRAG VAN DE BIJDAGEN

ARTIKEL 8 – INNING VAN DE BIJDAGEN

ARTIKEL 9 – ADMINISTRATIEKOSTEN

HOOFDSTUK IV. RECHTHEBBENDEN

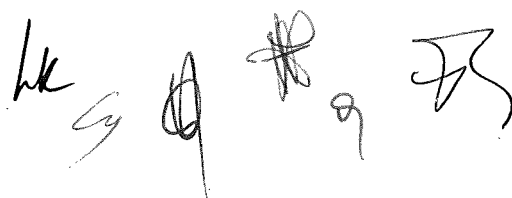
ARTIKEL 10 – TOEKENNING EN OPHEFFING VAN VOORDELEN

HOOFDSTUK V. BEHEER

ARTIKEL 11 – SAMENSTELLING VAN HET BEHEERSCOMITE

ARTIKEL 12 – VERANTWOORDELIJKHEDEN VAN DE BEHEERDERS

ARTIKEL 13 – FUNCTIES VAN HET BEHEERSCOMITE



ARTIKEL 14 – BEVOEGDHEDEN VAN HET BEHEERSCOMITE

ARTIKEL 15 – EXTERNE VERTEGENWOORDIGINGSBEVOEGDHEID

ARTIKEL 16 – WERKING VAN HET BEHEERSCOMITE

ARTIKEL 17 – GELDIGHEID VAN DE BESLISSINGEN EN DELIBERATIEWIJZE

ARTIKEL 18 – UITSLUITING UIT HET BEHEERSCOMITE

ARTIKEL 19 – BETWISTINGSCOMMISSIE

HOOFDSTUK VI. CONTROLE

ARTIKEL 20 – EXPERT-BOEKHOUDER

HOOFDSTUK VII. BALANS EN REKENINGEN

ARTIKEL 21 – BOEKJAAR

HOOFDSTUK VIII. ONTBINDING EN VEREFFENING

ARTIKEL 22 – ONTBINDING VAN HET FONDS EN BESTEMMING VAN DE
MIDDELEN

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page, including a large signature and several smaller initials.

2

Collectieve arbeidsovereenkomst 29 januari 2009 tot oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid voor de sector van de podiumkunsten van de Franse Gemeenschap Wallonië – Brussel en tot bepaling van zijn statuten.

A. OPRICHTING

Artikel 1 – Oprichting

Bij deze collectieve arbeidsovereenkomst en in toepassing van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, inzonderheid artikel 2, richt het Paritair Comité voor het gemakelijkheidsbedrijf een Fonds voor bestaanszekerheid op, waarvan de statuten hierna zijn vastgesteld.

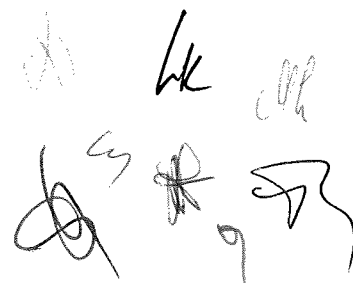
Artikel 2 – Toepassingsveld

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van organisaties en instellingen die onder het Paritair Comité voor het gemakelijkheidsbedrijf ressorteren voor zover ze aan een van de volgende voorwaarden voldoen:

- Een werkgever zijn waarvan de maatschappelijke zetel zich in het Waalse gewest bevindt;
- Een werkgever zijn waarvan de maatschappelijke zetel zich in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevindt en ingeschreven zijn bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid in de Franse taalrol.

De aanvragen tot inschrijving in een taalrol worden overgemaakt naar de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid evenals naar de beheersorganen van het Fonds dat opgericht werd binnen het Paritair Comité voor het gemakelijkheidsbedrijf.

Indien een organisatie, krachtens de vorige leden van dit artikel 2, haar gehechtheid tot dit Fonds zou betwisten, legt ze haar betwisting voor aan een betwistingscommissie die hierover dan een advies kan uitbrengen. Deze commissie is paritair samengesteld zoals bepaald in artikel 19.



e

Deze commissie moet ook de gevallen bestuderen van federale of bicommunautaire verenigingen die een bijdrage willen leveren aan de twee Fondsen, a rato van het aantal personeelsleden in elke taalrol.

Onder werknemers wordt verstaan: de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en bedienden.

Artikel 3. – Duur van de overeenkomst en verbrekingsmodaliteiten

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde tijd. Zij kan door elk der partijen worden opgezegd met een opzeggingstermijn van drie maanden die loopt vanaf de betekening van de opzegging. De opzegging dient betekend te worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor het gemakelijkheidsbedrijf, waarvan deze laatste een kopie aan elk der ondertekenende partijen laat geworden.

B. STATUTEN

Hoofdstuk 1: Benaming en maatschappelijke zetel

Artikel 4: - Benaming en maatschappelijke zetel

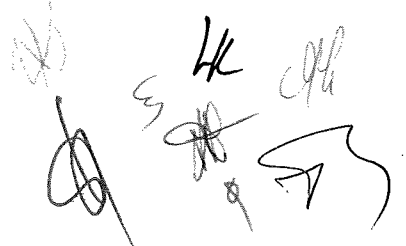
Met ingang van 1 januari 2009 wordt er een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Sociaal Fonds voor de podiumkunsten van de Franse Gemeenschap Wallonië – Brussel" opgericht, waarvan de zetel gevestigd is Place de l'Yser 1 – 4020 Luik.

Deze zetel kan, bij beslissing van het Paritair Beheerscomité voorzien bij artikel 11, elders overgeplaatst worden.

Hoofdstuk II: Doel

Artikel 5 – Doel en opdrachten van het Fonds

Het Fonds heeft tot doel alle vormings-, tewerkstellings-, en opleidingsinitiatieven in de sector van de podiumkunsten te stimuleren. Het Fonds heeft inzonderheid als taak de financiering van initiatieven inzake tewerkstelling en opleiding in de sector van de podiumkunsten, ondermeer ten gunste van de risicogroepen zoals bepaald in de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen. Het kan eveneens elke activiteit die dit doel nastreeft ondersteunen.



2

Het Fonds heeft inzonderheid als taak de daartoe door de Rijksdienst voor sociale zekerheid geïnde bijdragen te ontvangen, te beheren en toe te wijzen aan de doeleinden waarvoor ze bestemd zijn.

Hoofdstuk III: Financiering

Artikel 6 – Inkomsten van het Fonds

De geldmiddelen van het Fonds bestaan uit bijdragen gestort door de werkgevers die onder de bevoegdheid van hoger genoemd paritair comité ressorteren en uit alle middelen die ter beschikking gesteld worden van het Fonds evenals uit de eventuele intrestopbrengst van deze gekapitaliseerde bijdragen en middelen.

84 * Zoals bepaald in artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst

Artikel 7 – Bedrag van de bijdragen

Par. 1:

Het bedrag van de bijdragen wordt bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het paritair comité voor het gemakelijkheidsbedrijf in functie van de opdrachten die het paritair comité aan het sociaal fonds wil toevertrouwen.

Par. 2:

Bij beslissing van het Paritair Beheerscomité van het Fonds, voorzien in artikel 11, goedgekeurd in het Paritair Comité, kunnen de bijdragen derwijze bepaald worden dat een nodig geachte reserve wordt verzekerd.

Artikel 8 – Inning van de bijdragen

De bijdragen worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, bij toepassing van artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid.

Artikel 9 – Administratiekosten

De administratiekosten van het Fonds worden elk jaar vastgesteld door het paritair beheerscomité, voorzien bij artikel 11.

Deze kosten worden in eerste instantie gedekt door de renten van de kapitalen voortkomend van de storting van de bijdragen en, eventueel, bijkomend door een

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page.

afhouding op de voorziene bijdragen en waarvan het bedrag bepaald is door het voornoemd beheerscomité.

Hoofdstuk IV: De rechthebbenden

Artikel 10 – Toekenning en opheffing van voordelen

De personeelsleden van organisaties die actief zijn in de sector van de podiumkunsten, zoals bepaald in artikel 2 van deze arbeidsovereenkomst, hebben recht op de sociale voordelen waarvan het bedrag, karakter en de toekenningsvoorwaarden vastgelegd werden in een collectieve arbeidsovereenkomst die binnen het Paritair Comité van het gemakkelijksbedrijf werd afgesloten.

Hoofdstuk V: Beheer

Artikel 11 – Samenstelling van het beheerscomité

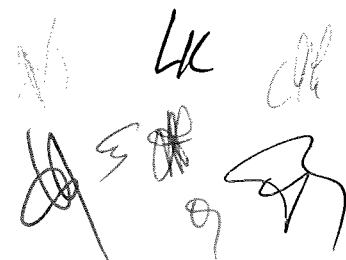
Het Fonds wordt beheerd door een paritair beheerscomité, zoals voorzien in artikel 3 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, bestaande uit minstens 6 effectieve leden-beheerders.

Deze leden worden aangeduid door en onder de leden van het Paritair Comité: voor de helft op voordracht van de beroepsorganisaties van de werkgevers, en voor de andere helft op voordracht van de representatieve personeelsorganisaties.

De leden van het beheerscomité worden aangesteld voor een periode van vier jaar. In geval van tussentijdse verkiezingen loopt het mandaat van de nieuwe verkozenen af op het ogenblik dat het mandaat van de andere beheerders afloopt.

Indien het aantal beheerders beperkt is naar aanleiding van een vrijwillige ontslagnamen, ontslag of overlijden blijven de andere beheerders op post zodat op regelmatige basis in hun vervanging wordt voorzien.

Het mandaat als lid van het Beheerscomité vervalt in geval van ontslag, overlijden of ontslag door de organisatie die hem heeft voorgedragen.

Handwritten signatures and initials in black ink, including the letters 'LK' and several illegible scribbles.

De leden van het beheerscomité ontvangen geen presentiegeld.

Artikel 12 – Verantwoordelijkheden van de beheerders

De beheerders van het fonds gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met verbintenissen van het fonds.

Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van het mandaat van beheer dat zij ontvangen hebben.

Artikel 13 – Functies van het beheerscomité

Het beheerscomité kiest om de 4 jaar een voorzitter, vicevoorzitter, secretaris en een penningmeester onder zijn leden, met dien verstande dat de voorzitter en de penningmeester, enerzijds, en de vicevoorzitter en de secretaris, anderzijds, steeds tot de andere "bank" behoren.

Artikel 14 – Bevoegdheden van het beheerscomité

Het beheerscomité beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het Fonds, binnen de limieten gesteld door de wet of deze statuten.

Artikel 15 – Externe vertegenwoordigingsbevoegdheid

Het beheerscomité vertegenwoordigt het Fonds als college bij alle handelingen in en buiten rechte. Het comité vertegenwoordigt de vereniging via de meerderheid van haar leden.

Zonder afbreuk te doen aan de algemene vertegenwoordigingsbevoegdheid van het Beheerscomité als college is het Fonds eveneens in en buiten rechte vertegenwoordigd door de voorzitter en de secretaris die samen handelen ter uitvoering van de beslissingen van het Beheerscomité.

Het Beheerscomité kan zijn bevoegdheden gedeeltelijk aan een of meerdere leden of derden overhevelen. Zij kunnen de bevoegdheid krijgen, mits een schriftelijk mandaat van het Comité.

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page, including 'LK', 'CH', and several other illegible marks.

e

Artikel 16 – Werking van het beheerscomité

Het Beheerscomité vergadert minstens éénmaal om de 6 maand ter zetel van het Fonds of op een andere plaats in België zoals aangegeven op de uitnodiging, hetzij op uitnodiging van de voorzitter ambtshalve handelend, hetzij op vraag van minstens de helft der leden van het beheerscomité, hetzij op vraag van één der organisaties vertegenwoordigd in het paritair comité.

Het Beheerscomité wordt voorgezeten door de voorzitter. Bij afwezigheid van de voorzitter wordt het voorzitterschap verzekerd door: de vicevoorzitter, de secretaris, de penningmeester, de oudste aanwezige.

De uitnodigingen moeten de agenda bevatten en de notulen van de vorige vergadering. De uitnodigingen moeten ten minste 15 kalenderdagen voor de dag van de vergadering verstuurd worden. De notulen worden opgemaakt door de secretaris, aangewezen door het beheerscomité, en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten en worden ten laatste een maand na de vergadering verstuurd. Uittreksels van deze notulen worden door de voorzitter en vicevoorzitter ondertekend.

Artikel 17 – Geldigheid van de beslissingen en deliberatiewijze

Het Beheerscomité kan slechts geldig vergaderen en beslissen indien minstens de helft zowel de leden die de

SM

werkgevers vertegenwoordigers als de helft van deze die de werknemers vertegenwoordigen aanwezig of per mandaat vertegenwoordigd wordt.
De beslissingen van het beheerscomité worden in beginsel getroffen bij eenparigheid van stemmen van de aanwezige leden en gemandateerde vertegenwoordigers. *By ontstentenis kunnen de beslissingen getroffen worden bij meerderheid van de aanwezige of gemandateerde vertegenwoordigers.*

SM

Elke beheerder kan zich laten vertegenwoordigen door een andere beheerder. Elke beheerder kan maximum een mandaat bezitten. De gemandateerde moet schriftelijk gemandateerd worden. Het formulier met de volmacht wordt samen met de uitnodiging aan de beheerders overgemaakt.

Artikel 18 – Uitsluiting uit het Beheerscomité

Handwritten signatures and initials: LK, a large signature, and other illegible marks.

De beheerders kunnen uitsluitend op initiatief van de andere leden van het Beheerscomité uit het Beheerscomité gezet worden. Dit is alleen maar mogelijk als ze een ernstige fout hebben gemaakt. Desgevallend kunnen de andere beheerders, met eenparigheid van stemmen, beslissen om de beheerders omwille van deze fout te schorsen tot het Paritair Comité een definitieve beslissing heeft genomen.

Artikel 19 – Betwistingscommissie

De commissie waarvan sprake in artikel 2 is paritair samengesteld uit twee vertegenwoordigers van de werknemersafvaardiging en twee van de werkgeversafvaardiging, die in het Paritair Comité voor het Vermakelijkheidsbedrijf zetelen.

De commissie geeft met eenparigheid van stemmen adviezen uit, die overgemaakt worden aan het Paritair Comité en de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Hoofdstuk VI: Controle

Artikel 20 – Expert-boekhouder

Overeenkomstig artikel 20 van de wet van 7 januari 1958, gewijzigd bij het Koninklijk Besluit van 1 maart 1971, duidt het paritair comité minstens één expert-boekhouder aan ter controle van het beheer van het fonds.

Deze moet minstens éénmaal per jaar verslag uitbrengen bij het paritair comité.

Bovendien licht hij het beheerscomité van het fonds regelmatig in over de resultaten van zijn onderzoekingen en doet de aanbevelingen die hij nodig acht.

Hoofdstuk VII: Balans en rekeningen

Artikel 21 – Boekjaar

Elk jaar wordt op 31 december de balans en rekeningen van het verlopen dienstjaar afgesloten.

Hoofdstuk VIII: Ontbinding en vereffening

Art. 22 – Ontbinding van het fonds en bestemming van de middelen

Het fonds wordt ontbonden door het paritair comité, ingevolge een gebeurlijke vooropzeg, zoals voorzien door artikel 3.

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page, including a large 'LH' and several other illegible marks.

12
Voornoemd Paritair Comité beslist over de bestemming van de goederen en waarden van het fonds na betaling van het passief.

Deze bestemming moet in overeenstemming zijn met het maatschappelijk doel waartoe het fonds werd opgericht.

Het paritair comité duidt de vereffenaars aan onder de leden van het beheerscomité.